

Déclaration sur l'eau douce

Table ronde d'experts sur l'eau douce, projet sur des questions globales 8-9 novembre 2008

L'eau douce, élément crucial et très limité, représente le fondement de la santé de l'écosystème, de la sécurité sociale et économique du Canada. L'eau maintient la vie. Elle a un lien spirituel profond, interne et externe, avec toutes nos communautés religieuses et autochtones. Elle définit notre identité nationale. Or, les Canadiens la considèrent comme une chose acquise.

Nous constatons des changements relativement à cette précieuse ressource renouvelable. Des manques d'eau douce surviennent plus fréquemment, les grands glaciers disparaissent graduellement et les problèmes de pollution s'aggravent. Nous sommes témoins de changements inquiétants dans le paysage de nos régions nordiques; lacs et rivières sont pollués, ou menacés. Le traitement abusif de nos ressources aquatiques met en péril la santé de nos citoyens, menace la magnifique biodiversité de notre pays et est un danger pour le bien-être de notre nation. Plusieurs communautés autochtones vivent dans des conditions de pauvreté du tiers-monde – elles doivent toujours faire bouillir leur eau pour la rendre potable. Dans plusieurs régions, nous échouons au test du développement durable par les abus et la surexploitation de cette ressource. Dans certaines régions du Canada nous sommes à la croisée des chemins, au-delà de laquelle il n'y aura plus de retour.

Nous pouvons ramener à la vie nos lacs, rivières et nappes phréatiques menacés, générer des solutions innovatrices à nos problèmes d'eau, protéger la santé de nos citoyens, et mettre en place une prospérité économique et sociale – mais il faut à la base, des écosystèmes d'eau douce en santé. Pour accomplir cela, il nous faudra une gestion vigoureuse et éclairée. Les Canadiens devront travailler ensemble. À tous les niveaux des gouvernements il nous faudra un leadership qui permettra d'instaurer des actions locales coordonnées à l'échelle régionale et nationale. De plus le Canada devra, dans son propre intérêt, œuvrer au niveau international afin d'alléger la crise mondiale de l'eau.

LES PRINCIPAUX DÉFIS

- La gouvernance de l'eau au Canada est sévèrement fragmentée et sans coordination entre les différents paliers des gouvernements
- La gouvernance de l'eau ne porte pas attention aux principes écologiques de base
- L'eau douce est menacée par l'érosion de nos politiques scientifiques, par la réduction draconienne des programmes de recherches/collectes de données, et par une moindre attention portée aux précautions réglementaires et à la surveillance formelle
- Il y a un problème de communication entre les scientifiques et les membres élus du parlement, dû principalement à leur vécu respectif; ce fossé culturel devra être comblé pour que le Canada puisse prospérer à l'ère où les décisions doivent être basées sur de la science bien fondée
- Il n'y a pas de rôle précis pour les citoyens dans le cadre actuel de la gouvernance de l'eau, ou d'appui suffisant pour les groupes qui se préoccupent de la conservation à l'échelle de bassin versant
- Le climat sur notre continent change rapidement, ce qui aura des conséquences significatives sur les cycles de l'eau ainsi que sur la gestion des ressources d'eau douce
- Au niveau planétaire, le Canada a sa part dans la responsabilité collective en ce qui concerne l'accès à l'eau propre et son hygiène

FAIRE FACE AUX DÉFIS

NOUS RÉCLAMONS À TOUS LES GOUVERNEMENTS AU CANADA QU'ILS

- transcendent les barrières juridiques qui ont fait obstacle au progrès
- fassent priorité à une gestion participative et à la gouvernance des ressources d'eau douce, en y engageant les villes et municipalités, les peuples autochtones, les divers usagers et la société civile
- mettent en place les alternatives connues afin de réduire l'utilisation de l'eau douce, les transformant éventuellement en pratiques courantes
- gèrent les risques de façon à aider à notre adaptation au changement rapide du climat, à l'augmentation de la population et à l'étalement urbain, protégeant ainsi notre bien-être économique, social et environnemental
- entament un dialogue plus large afin de développer une vision commune d'une **STRATÉGIE PAN-CANADIENNE DE L'EAU DOUCE**, basée sur certains principes-clés: **une éthique de conservation, mettant à son centre les citoyens, l'eau comme fiducie publique et l'approche par bassin versant**

L'eau doit être une fiducie publique et non pas une marchandise. L'approche classique traditionnelle tend à manipuler les systèmes naturels. Les lignes de partage des eaux coïncident rarement avec les frontières politiques. Une approche de gestion par bassin versant saura reconnaître le bon fonctionnement d'un écosystème comme l'assurance que la nature continuera de fournir à la société les biens et services écologiques qui lui sont essentiels; de même, elle appréciera les interactions complexes entre le système hydrologique naturel et les activités humaines. Nous devrions satisfaire les besoins humains, agricoles et industriels par l'efficacité, la récupération/ réutilisation et la conservation. Le mandat des gouvernements est de protéger et de préserver les ressources d'eau douce pour les besoins et la jouissance de tous les canadiens et canadiennes.

NOUS DEMANDONS AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

De remplir les responsabilités qui lui sont propres en donnant priorité aux actions suivantes:

- **protéger la santé humaine** — assurer la protection de l'eau potable dans tout le Canada
- **Stimuler une économie bleue** — lier le financement de projets pour les infrastructures d'eau potable, eaux de pluies et des eaux usées à ceux qui font place à la conservation, au rendement et à l'innovation
- **Gérer efficacement les problèmes transfrontaliers de l'eau** — protéger les intérêts à long terme du Canada; reconnaître et gérer l'exportation "virtuelle" de l'eau
- **Maintenir l'eau en place** — interdire les prélèvements massifs d'eau hors des bassins du Canada
- **Protéger les écosystèmes; renforcer les cadres réglementaires** — développer des mesures efficaces pour protéger et maintenir les besoins en eau de la nature. Développer une politique fédérale sur l'eau douce, intégrée à **UNE STRATÉGIE PAN-CANADIENNE DE L'EAU DOUCE**
- **Respecter les populations autochtones** — honorer les droits autochtones sur l'eau
- **Améliorer le savoir** — investir en science et en surveillance; amener l'adaptation au changement climatique au centre de nos politiques sur l'eau
- **Ré-établir le leadership canadien dans la recherche et la surveillance internationale de l'eau** — maintenir et raffermir le rôle du Canada dans les agences des Nations Unies; restaurer le statut du Canada comme l'un des centres mondiaux de la recherche sur l'eau
- **Inciter les provinces** à collaborer envers une réforme de la gestion des ressources en eau douce, fondée sur une meilleure compréhension des liens entre les enjeux économiques, sociaux et les régimes hydrologiques

- **Diriger son aide à l'étranger** de façon à amoindrir les crises d'eau douce, pour notre propre intérêt et au nom de notre responsabilité planétaire
- **Au niveau international, promouvoir** le concept de l'eau comme fiducie publique, selon laquelle la distribution équitable de l'eau est essentielle à la satisfaction des besoins personnels et domestiques de base

NOUS FAISONS APPEL AUX PREMIERS MINISTRES CANADIENS ET AUX PARLEMENTAIRES PROVINCIAUX/TERRITORIAUX DE:

Montrer du leadership et de la coopération en bâtissant sur les efforts en cours, dans le contexte d'une stratégie pan-canadienne de l'eau douce

- créer, avec le gouvernement fédéral, un plan spécifique de gestion par bassin versant pour chacun des bassins des cinq fleuves majeurs du Canada
- **répondre** à la crise du changement climatique par la création d'un plan pan-canadien de conservation de l'eau douce qui incluerait aussi des plans pour la préparation à des sécheresses et la protection contre les inondations; **faire la promotion** de méthodes moins dommageables d'utilisation/usages en lien avec l'eau douce; **planifier** pour la protection des sources d'eau douce, le calcul de la disponibilité d'eau, le suivi et les rapports, l'éducation et la communication

PARTICIPANTS SOUTENANT LA DÉCLARATION:

Oliver Brandes, *Director, POLIS Project on Ecological Governance, University of Victoria*

Robert Sandford, *Director, Western Watersheds Climate Research Collaborative, Chair, Canadian Partnership United Nations Water for Life Decade*

Gordon Young, *Ph.D., Former Coordinator, United Nations World Water Assessment Programme and President-Elect, International Association of Hydrological Sciences*

Maude Barlow, *National Chairperson, Council of Canadians; United Nations Senior Adviser on Water*

Ralph Pentland, *President, Ralbet Enterprises; Acting Chairman Canadian Water Issues Council*

David Brooks, *Ph.D., Senior Adviser on Water, Friends of the Earth*

Jennifer McKay, *LLB, Ph.D., Director, Centre for Comparative Water Policies and Laws; University of South Australia, Fulbright Scholar*

Marc Hudon, *Director, Great Lakes and St-Lawrence program on transboundary water issues, Nature Quebec*

Bert McInnis, *Ph.D., Principle, WhatIf?Technologies Inc.*

DLO Mendis, *formerly Technical Adviser, Ministry of Planning and Economic Affairs, Sri Lanka; President, Sri Lanka Pugwash Group*

James Bruce, *D.E.S., D.Sc., O.C., FRSC, Chair, Expert Panel on Groundwater, Council of Canadian Academies, and first Director of Canada Centre for Inland Waters, Burlington*

Stephen Scharper, *Ph.D., Associate Professor, Centre for Environment and Centre for the Study of Religion, University of Toronto*

John Smol, *Ph.D., FRSC, Queen's University; Professor, Queen's University, holder of the Canada Research Chair in Environmental Change*

Randy Christensen, *Ecojustice Canada, Staff Lawyer*

Abraham Khan, Ph.D., *Advanced Degree Director, Faculty of Divinity; Chair, Dept. of Theology, Trinity College, University of Toronto*

Hugh Whiteley, P.Eng. *Professor of Water Resources Engineering, University of Guelph*

Norman Brandson, *former Deputy Minister of the Manitoba Departments of Environment, Conservation, and Water Stewardship*

Merrell Ann Phare, *Executive Director, Centre for Indigenous Environmental Resources*

Sonya Meek, *National President, Canadian Water Resources Association; Manager Watershed Planning Group, Toronto and Region Conservation Authority, Ecology Division*

Ron Dembo, Ph.D., *CEO, Zerofootprint Inc.*

Aharon Zohar, Ph.D., *Integrated Regional and Environment Planning, Inter-Disciplinary Centre, Herzelia, Carmei Yosef, Israel; consultant, water problems Middle East and North Africa*

LE COMITÉ DE LA TABLE RONDE, AUTRES PARTICIPANTS SOUTENANT LA DÉCLARATION:

PRÉSIDENTS

Adele Buckley, Ph.D., D.Sc., *Canadian Pugwash Group, Treasurer; former V.P. Technology & Research, OCETA*

Derek Paul, Ph.D., *physics professor emeritus; Science for Peace, Treasurer*

MEMBRES

Claus Brandes, *banker (ret.)*

Phyllis Creighton, M.A. (His), *Faculty of Divinity, Trinity College; Board of Directors, Science for Peace*

David Harries, Ph.D., *Foresight Canada; Royal Military College, Kingston; Board of Directors, Canadian Pugwash*

Julia Morton-Marr, DStG, B.Ed., Dip. T., *founder of International Holistic Tourism Education Centre (IHTEC); Board of Directors, Science for Peace*

AUTRES PARTICIPANTS:

Linda Mortsch, Ph.D., *Adaptation and Impacts Research Division, Environment Canada; Co-author, Part Two, 4th IPCC Report*

Tony Maas, *Senior Policy Adviser for Water, World Wildlife Fund Canada*

Smita Kothari, Ph.D. candidate, *Department and Centre for the Study of Religion, University of Toronto*

CONTACT:

Adele Buckley

*Chair, Expert Roundtable on Water
Treasurer, Canadian Pugwash Group*

Adele-buckley@rogers.com

Ph 416 491 9307

Derek Paul

*Chair, Global Issues Project
Treasurer, Science for Peace*

farf@sympatico.ca

Ph 416 532 6440

MAIL: Global Issues Project c/o D. Paul, 22 Hilton Ave., Toronto, ON M5R 3E7